

Robert Michels et la démocratie allemaniste

par Michel WINOCK

Un parti socialiste peut-il être démocratique ? Il y prétend par ses buts ; il s'y essaie par ses principes d'organisation. Toutefois, par sa pratique politique, il est amené à sacrifier souvent la démocratie sur l'autel de l'efficacité. Ce qui est vrai de toute organisation est encore plus vrai d'un parti révolutionnaire : la discipline et la hiérarchie donc lui sont aussi indispensables qu'à une organisation militaire. Un petit nombre d'individus, finalement, disposent de la réalité du pouvoir. Dans le cas d'un parti socialiste réformiste, la tendance à l'oligarchie est aussi patente, même si d'autres raisons l'expliquent. Robert Michels, dans son étude sur les *Partis politiques* publiée peu de temps avant la première guerre mondiale, a mis en évidence, à travers son analyse de la social-démocratie allemande, ce qu'il appelle la *loi d'airain* de l'oligarchie. On pourrait la résumer par le syllogisme suivant : majeure, il y a incompatibilité entre « tout système de chefs » et la démocratie ; mineure : toute organisation implique une hiérarchie, c'est-à-dire un système de chefs ; conclusion : les organisations socialistes ne sont pas (plus que les autres) démocratiques, elles tendent à l'oligarchie.

Or tout se passe comme si les allemanistes avaient eu la faculté de lire Michels vingt ans avant la publication de son livre, comme s'ils s'étaient montrés absolument d'accord avec la première des deux prémisses et avaient voulu démontrer en revanche que la proposition mineure n'était pas vraie. Refusant les « chefs », se défiant maladivement de leurs propres élus, ils ont tenté d'organiser un socialisme *par en bas* rebelle à l'autorité des *leaders*. Le soin constant qu'ils y ont apporté en fait à coup sûr la fraction la plus proche du mouvement anarchiste.

« NI DIEU, NI CESAR, NI TRIBUN »

Dans sa passion anti-autoritaire, l'allemanisme professe un athéisme décidé, visant non seulement la fonction idéologique de l'Eglise, ses alliances avec le monde bourgeois, mais, au-delà, la croyance même en un dieu, facteur de soumission et d'inégalité. L'intransigeance des allemanistes dans ce domaine se manifesta notamment lorsque le « cas Madeleine » (la première communion de la fille de Jaurès) fut porté en 1901 devant le comité général du Parti socialiste français. Pour Allemane, l'alliance de la libre pensée et du socialisme devait « réduire à néant tous les dogmes, faire disparaître à jamais tous les maîtres

et tous les dieux, transformer la « vallée de larmes » où s'agitent si douloureusement l'humanité en une vallée de solidarité, de joie, de beauté et d'amour » (1).

L'athéisme, au demeurant, ne singularisait pas les allemanistes, non plus que la haine du pouvoir personnel, le « ni César » de *L'Internationale*. Notons cependant que l'extrême sensibilité des allemanistes au césarisme les poussa plus tôt que les autres dans la lutte antiboulangiste, puis dans le combat dreyfusard. Il est notable, à ce propos, qu'Allemane et ses camarades témoignèrent toujours la plus grande défiance devant le suffrage universel, se trouvant ici encore plus proches des positions anarchistes que ne l'étaient les autres groupes socialistes. La popularité de Boulanger, ses succès électoraux répétés avaient entraîné les allemanistes à récuser le verdict d'une « masse électorale dont le courant d'esprit est faussé par toute la presse en général qui appartient entièrement à l'ennemi : c'est-à-dire à la bourgeoisie capitaliste que le Parti se propose de renverser » (2). Allemane mena le procès du suffrage universel avec constance. Lors du congrès régional de l'Union fédérative du Centre qui précéda, en octobre 1890, la scission de Châtellerauld entre allemanistes et broussistes, il rappelait « que ce suffrage s'est prostitué à Bonaparte pour anéantir la République, puis, plus tard, a condamné la Commune et, en dernier lieu, a ramassé le crottin du cheval noir (allusion à Boulanger) » (3). En 1893, soucieux d'éviter que la Ligue d'action révolutionnaire et socialiste ne devienne, en cette année d'élections législatives, une coalition électorale, Allemane renouvelait ses attaques contre le « suffrage universel bourgeois », affirmant que « le bon sens, le devoir nous imposent de rechercher le moyen le plus rapide de mettre un terme à cette ignoble duperie » (4). Notons cependant que la critique du suffrage universel ne s'assortit jamais, chez les allemanistes, du mot d'ordre anarchiste de l'abstention. Les élections ne doivent être que, mais elles sont aussi, une occasion de propagande et d'agitation socialistes à ne pas perdre.

C'est le « ni tribun » qui, des trois refus de *L'Internationale*, caractérise le plus fortement la pratique allemaniste, dont l'égalitarisme soupçonneux a voulu faire rentrer dans le rang de la révolution sociale tous ceux qui, par leur talent, par leur personnalité ou par leur intrigue, se sont élevés au-dessus de leurs camarades. Jules Guesde, dont ils se séparent en 1882 à Saint-Etienne ; Paul Brousse, dont ils se séparent en 1890 à Châtellerauld ; Jean Jaurès, qu'ils combattent violemment lors du congrès de l'Internationale à Londres, en 1896, subissent tour à tour ou simultanément les assauts des journalistes et des orateurs allemanistes, toujours prompts à rabaisser la prétention de l'un ou de l'autre à *représenter* le mouvement socialiste français. *Le Parti ouvrier*, journal dirigé par Allemane, prit pour épigraphe en 1890 : « Peuple, fais tes affaires toi-même, guéris-toi des individus. » L'« amour des individualités », les allemanistes étaient convaincus qu'il n'affectait pas seulement les masses électorales iné-

(1) J. ALLEMANE, « Unité d'action de la libre pensée », *l'Humanité*, 11 octobre 1904.

(2) *Le Parti ouvrier*, 30 septembre 1890.

(3) A.P. Ba/31.

(4) J. ALLEMANE, « Ligue et union », *Le Parti ouvrier*, 17-18 janvier 1893.

duquées et manipulées par les fabricants d'opinion publique ; au sein même des organisations socialistes, ils en découvraient à chaque instant les effets inquiétants. C'est au modèle de la Commune de Paris, cette « revanche de l'anonymat, c'est-à-dire du peuple des travailleurs » (5), qu'ils ont recours pour affirmer leur idéal égalitaire, à la fois dans l'organisation du mouvement révolutionnaire et dans celle de la future société. Là encore, les allemanistes trouvèrent une raison supplémentaire de se défier d'un suffrage universel qui devenait (ou pouvait devenir) pour beaucoup un marchepied dans leur ascension sociale, quand ceux-ci restaient les membres du parti qui les avait désignés à la candidature électorale. Que le parti ne tombe pas sous la domination des *élus* du parti, telle fut l'obsession continue du Parti ouvrier socialiste révolutionnaire.

R. Michels devait le démontrer plus tard : « Dans les organisations politiques du prolétariat international, le groupe supérieur formé par les chefs se compose pour la plus grande part de parlementaires » (6). Or, dit Michels en substance, ces parlementaires ont trouvé dans le suffrage électoral un principe de leur autorité qui échappe en partie au contrôle des militants du parti : l'élu peut en appeler du militant à l'électeur, cependant que sa légitimité fondée à l'extérieur du parti renforce sa position à l'intérieur même du parti. Cette analyse était bien celle des allemanistes : c'est sur cette question de la prépondérance des élus qu'ils font scission avec les broussistes ; c'est pour éviter la mainmise des élus sur le parti qu'ils rédigent un règlement intérieur interdisant aux députés et aux conseillers municipaux et généraux de faire partie du secrétariat général du parti ; c'est pour tuer dans l'œuf l'ambition personnelle que le POSR fait obligation à ses députés d'abandonner à la caisse de leur fédération une bonne partie de leur indemnité (5 000 f sur 9 000 pour les députés) et de mettre à profit la gratuité des transports qui leur est acquise pour faire d'incessantes tournées en province, dont ils doivent rendre compte régulièrement ; enfin et surtout, c'est pour tenir en laisse tout élu (7) que le parti allemaniste fait du *mandat impératif* la règle de ses rapports avec ses députés et ses conseillers. Tout candidat aux élections devait remettre, avant d'avoir l'investiture du parti, une démission en blanc signée à la direction du parti, laquelle pouvait en disposer contre un élu indiscipliné. Député ou conseiller municipal, l'allemaniste devait se considérer comme le *mandataire* de son parti, non comme le *représentant* de sa circonscription. Le *politicien*, voilà l'ennemi !

Dans ces conditions, l'élu allemaniste doit faire preuve de longanimité devant les instances de son parti : à chaque instant, il est sommé de rendre compte de son activité, de son abnégation, de son obéissance, disons-le : de sa nullité. Car il n'est rien, en tant qu'élu,

(5) J. ALLEMANE, « Anniversaire du 18 mars », *Le Parti ouvrier*, 13-14 mars 1896.

(6) R. MICHELS, *Les Partis politiques*, Paris, 1971, p. 115.

(7) Lors du congrès régional du Centre précédant Châtelleraut en 1890, le conseiller municipal de Paris Lavy, irrité par la prétention des allemanistes à le surveiller, s'écrie : « C'est une muselière que l'on veut nous mettre ! » A quoi répond le délégué Cabriole : « Oui, citoyen Lavy, ce que nous voulons, c'est une chaîne qui puisse empêcher nos élus d'aller où ils veulent et une muselière qui nous garantisse de leurs morsures. » (A.P. Ba/31.)

qu'un porte-parole du parti. Les réunions de l'Union fédérative du Centre (Paris) sont invariablement occupées en grande partie à ce contrôle tracassier du malheureux élu, qui doit se faire pardonner à chaque séance l'incongruité de sa situation parlementaire. Traqué, accusé, usé, l'élu finit souvent par démissionner d'un parti qui a pris figure d'un tribunal permanent toujours à ses trousses. Verser à la caisse du parti la plus grosse part de leur indemnité devint à certains insupportable : en 1896, les conseillers municipaux Faillet et Berthaut, les députés Dejeante et Groussier plantaient là leurs camarades inexorables. L'*Alliance communiste révolutionnaire*, nouvelle fraction socialiste, n'eut pas d'autre origine que cette rébellion de contribuables.

La défaite de Jaurès lors des élections de 1898 donna l'occasion au *Parti ouvrier* de répéter sa lutte contre l'« oligarchie » socialiste : « Quelle que soit la valeur des mandataires, il leur est impossible de se substituer à leurs mandants sans qu'il en résulte un grand dommage pour ces derniers. En renouvelant constamment le mandat aux mêmes hommes, les socialistes commettent une grande erreur ; ils créent une catégorie d'hommes à part, ce qui est toujours funeste, et vont à l'encontre de notre idéal social qui doit tendre à l'égalité la plus complète entre les citoyens [...]. Il faut habituer le peuple à ne pas considérer tels ou tels comme indispensables » (8).

Réduire au maximum le système représentatif ; œuvrer pour la législation directe (9) ; décentraliser les pouvoirs du parti et travailler à la construction d'une société sur la même base du principe fédératif (10), tels sont les premiers éléments du socialisme égalitaire des allemanistes.

« PRODUCTEURS, SAUVONS-NOUS NOUS-MEMES »

La défiance du parlementarisme, la passion de l'« anonymat », le refus des hiérarchies s'accompagnent logiquement chez les allemanistes d'un *ouvriérisme* fréquemment affirmé. Qu'on en comprenne bien sa nature : il n'y a jamais chez Allemane (et rarement chez ses camarades) de l'anti-intellectualisme. Pour lui, ce qui est dangereux chez l'intellectuel, ce n'est pas son savoir, c'est son origine bourgeoise. En Guesde, en Brousse, en Jaurès, les allemanistes dénoncent le transfuge : le Parti ouvrier ne doit pas être gouverné par des bourgeois, quelles que soient leur valeur et leur sincérité. « L'émancipation des travailleurs ne peut qu'être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », la formule est incessamment reprise par les allemanistes : il est *pédagogiquement* inacceptable de confier les premiers pas de cette émancipation à des hommes dont les origines ne les classent

(8) LEJEUNE, « Au citoyen Jaurès », *Le Parti ouvrier*, 20 mai 1898.

(9) Au congrès international de Zurich, en 1893, les délégués allemanistes présentèrent un projet de législation directe.

(10) Les allemanistes se font les champions du « socialisme communal » : « Que les travailleurs, les salariés de tout ordre s'unissent donc d'abord chez eux, là où ils vivent, dans la commune, et qu'ils créent pour eux, entre eux, dans les groupes auxquels ils appartiennent, immédiatement l'organisme dont ils sentent la nécessité... » (M. CHARNAY, *Les Allemanistes*, p. 50.)

pas parmi les ouvriers. « Si les bourgeois veulent venir dans nos rangs — ce à quoi nous ne tenons pas — qu'ils ne cherchent pas à acquérir une suprématie sur la majorité ouvrière » (11) (Faillet), c'est qu'un lien est visible entre le socialisme parlementaire (rejeté par les allemanistes) et la présence des intellectuels à la direction des groupes socialistes : c'est par leurs qualités d'orateur, par leur éducation, par leur instruction que les intellectuels venus de la bourgeoisie parviennent à dominer le mouvement socialiste, qu'ils en deviennent tout naturellement les représentants sur les bancs du Parlement bourgeois. Le socialisme parlementaire renforce donc l'élément bourgeois au sein du Parti ouvrier autant que la présence des intellectuels bourgeois y fait prédominer la voie électorale. Cette thèse, qui sera celle de Georges Sorel, a d'abord été celle des allemanistes.

La révolution sociale, répète Allemane, ne viendra pas des urnes ni des « individus ». Elle doit résulter du mouvement populaire, elle exige l'héroïsme de la classe ouvrière. Les ouvriers, en effet, ne doivent pas attendre leur libération des beaux parleurs qui ne les éblouissent que par l'ignorance de leur auditoire : c'est à l'étude et à la maîtrise de soi qu'Allemane les convie, car il n'y aura pas de cité socialiste sans l'éducation des masses par elles-mêmes. « Avant que la partie décisive ne se puisse jouer et que la force populaire ne dise le dernier mot, il faut que les cerveaux ouvriers se mettent de la partie et que, pâlis par les fatigantes veilles, les producteurs sachent pertinemment pourquoi, malgré d'incessants changements politiques, ils sont demeurés les serviteurs d'une caste... » (12).

Devant le mur des fédérés, célébrant le vingtième anniversaire de la semaine sanglante, Allemane déclare encore : « Aujourd'hui comme il y a vingt ans, les canons et les fusils feraient merveille sur les travailleurs conscients, car la masse ne sait et ne veut comprendre que, pour cesser d'être un troupeau pour devenir un peuple véritablement libre, il faut se solidariser, étudier en commun les causes de l'asservissement politique et économique, et arrêter les mesures qui mettront un terme à l'abrutissement des cerveaux, à l'exploitation de l'homme par l'homme » (13).

Le socialisme allemaniste implique une éthique : celle du renoncement, la culture de soi-même contre le culte du moi, avant la lettre le « refus de parvenir ». On comprend mieux pourquoi un intellectuel comme Lucien Herr a pu adhérer à l'allemanisme : sa phobie de l'exhibition, son horreur de la publicité, son refus de la carrière, son goût du travail obscur le prédisposaient à servir une organisation ouvrière qui avait fait de l'anonymat une de ses vertus cardinales. Servir la classe ouvrière, sans d'aucune façon se servir d'elle. L'intransigeance des allemanistes, pour leurs élus, quand elle n'était pas poussée jusqu'au ridicule, ne devait pas déplaire à la morale austère de ce socialiste universitaire. Ce « postulat du renoncement », comme dit Michels, Bakounine en avait fait la théorie : « La façon de vivre domine le monde des idées et détermine la volonté. » Les intellectuels

(11) Compte rendu du congrès de Châtellerauld, *Les Débats*, 5 octobre 1890.

(12) J. ALLEMANE, « Etude et action », *Le Parti ouvrier*, 22 novembre 1888.

(13) *Le Parti ouvrier*, 21-22 mai 1891.

qui ont rallié l'allemanisme ont dû chasser en eux-mêmes l'instinct bourgeois.

L'émancipation des travailleurs ne peut être leur œuvre propre par le socialisme parlementaire, fatalement dirigé par l'oligarchie intellectuelle des groupes socialistes. Elle se fera sur le lieu même de la production et de l'exploitation, là où la lutte des classes ne subit aucun travestissement, à l'usine, sur le chantier, dans les mines... L'« ouvrierisme » allemaniste est conséquent : ce ne peut être que l'*organisation syndicale et fédérative* qui puisse prétendre à l'encadrement et à l'action du prolétariat, parce qu'elle est le prolétariat soi-même organisé. Son arme suprême, c'est la *grève générale*, parce que seul le prolétariat en est maître, sans intervention extérieure. Dès sa naissance, le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire militera, de concert avec les syndicats, pour la grève générale. L'action socialiste doit être « surtout extra-légale et extra-parlementaire » (14). « Ce que veulent les fédérations syndicales, c'est la révolution sociale tout entière, en raison de ce que le prolétariat, qui est le monde, doit représenter le droit. Or la révolution sociale ne peut sortir que d'un suffrage universel nouveau, basé sur l'organisation syndicale et fédérative. L'instrument est dans nos mains, osons nous en servir. La victoire ne peut être douteuse ; car, si la souveraineté sociale des travailleurs est un seul instant contestée par nos ennemis, et si l'action des syndicats et fédérations est entravée ou simplement menacée, la grève universelle sera la sanction du droit nouveau » (15). La grève générale, avant de devenir l'objectif de la CGT, avait été celui des allemanistes, qui en ont mis la question à l'ordre du jour de tous leurs congrès nationaux et en défendirent le principe lors des congrès internationaux. Le congrès de Londres de 1896 cristallisa les positions allemanistes — antiparlementaires et grève-généralistes. Les délégués du POSR se rangèrent aux côtés des délégués syndicaux en face des représentants des autres groupes socialistes français : « Les travailleurs, dit Allemane, ont fait bloc pour se garder des politiciens. Fédérations, chambres syndicales, bourses du travail et notre Parti ouvrier socialiste révolutionnaire ont adopté la même tactique, et, réserves faites sur quelques nuances, le Parti marxiste français (c'est-à-dire le POF), le Comité révolutionnaire central, le groupe des élus, la Fédération des travailleurs socialistes de France ont pris même posture... » Deux blocs sont alors constitués, l'un représentant le socialisme prolétarien authentique, l'autre le socialisme « contemplatif », le socialisme « bourgeois ». Celui-ci, dit Allemane, a tout fait pour « empêcher l'étude de toute question sérieuse, comme, par exemple, celle visant la grève générale, que l'on était convenu de repousser sans discussion. Heureusement que la classe ouvrière saura se passer de permission pour s'occuper de ses intérêts, et ce faisant elle agira sagement » (16).

De l'allemanisme au syndicalisme révolutionnaire, il n'y avait pas de solution de continuité. Allemane fut du congrès de Limoges, constitutif de la CGT ; de nombreux allemanistes, comme Bourderon, Gué-

(14) M. CHARNAY, « Le but de la Ligue socialiste », *Le Parti ouvrier*, 14-15 février 1893.

(15) ARCÈS-SACRÉ, « La Ritournelle », *Le Parti ouvrier*, 10-11 février 1893.

(16) J. ALLEMANE, « Congrès de Londres », *Le Parti ouvrier*, 6 août 1896.

rard, Faberot, etc., furent des militants ou des responsables actifs soit des bourses du travail, soit des fédérations CGT. Le socialisme prolétarien s'affirme avant tout comme un *syndicalisme*.

« Le grand mérite du syndicalisme, dira Michels, consiste dans sa vision nette et pénétrante des dangers de la démocratie bourgeoise. Il a, avec un scepticisme vraiment scientifique, arraché les voiles dissimulant le pouvoir que la démocratie exerce sur l'Etat, en montrant que ce pouvoir n'est que l'hégémonie d'une minorité et qu'il est en opposition aiguë avec les exigences de la classe ouvrière » (17).

FIERTE ET LIMITES DE L'ALLEMANISME

Dans la passion égalitariste des militants allemanistes, tout n'est pas à mettre au compte de leur vertu. A qui dépouille les comptes rendus de séances des fédérations POSR, il apparaît vite qu'un sans-culottisme médiocre anime souvent ces hommes, empressés de rabaisser tout ce qui s'élève un peu au-dessus d'une position commune. L'acharnement qu'ils mettent à censurer leurs députés dans leur vie intime, la violence verbale qu'ils manifestent à l'adresse de la personne de Guesde [exemple, ce passage d'un article de J. Ysclé : « Regardez Guesde. Braquez vos yeux sur cette face ravagée, rongée, tourmentée par on ne sait quel incurable et mystérieux mal moral. Et dites-moi, après une courte observation, si jamais vous apparut figure plus parfaite de traître et de jésuite » (18)], de Brousse, et à un degré moindre de Jaurès, ne sont pas toujours à leur honneur. Surtout, leur idée fixe du mandat impératif, qui ôte toute responsabilité au mandataire, est aussi humiliante pour celui-ci qu'irréaliste dans les faits. Psychologiquement, le refus de l'autorité dissimule souvent un tempérament autoritaire : « la lutte théorique contre toute autorité, contre toute contrainte, lutte à laquelle beaucoup d'anarchistes, parmi les plus éminents, ont sacrifié de nombreuses années de leur vie, n'a pas suffi à étouffer chez eux la naturelle ambition du pouvoir » (19). C'est un paradoxe signifiant que le parti anonyme du prolétariat prit d'emblée l'habitude de s'appeler « allemaniste » ; le refus d'obtempérer est aussi volonté de puissance. Quant à l'*ouvriérisme* et au *syndicalisme* prônés par les allemanistes, il serait naïf de croire qu'ils sont la panacée de l'oligarchie : le « pouvoir des chefs » peut s'imposer aussi bien au syndicat ouvrier qu'au Parti socialiste ; les tendances réformistes, voire conservatrices, seraient même, selon Michels (et Lénine), plus souvent le fait des directions ouvrières que celui des chefs « issus d'autres classes sociales » (20). La pérennité, plus tard, d'un Jouhaux à la tête de la CGT paraît confirmer la « loi d'airain » de Michels.

Quels que soient ses faux pas et ses échecs, il reste que l'allemanisme a représenté collectivement ce que l'action et la vie d'un Fernand Pelloutier avaient été isolément : une pédagogie de la révolution

(17) R. MICHELS, *op. cit.*, p. 254.

(18) « M. Jules Guesde », *Le Parti ouvrier*, 12 août 1898.

(19) R. MICHELS, *op. cit.*, p. 264.

(20) R. MICHELS, *op. cit.*, p. 224.

ouvrière. Par la condamnation du parlementarisme et la défense d'un syndicalisme d'action directe, Allemane et ses camarades appelaient le prolétariat à sa libération par ses propres œuvres. Vision à la fois austère et optimiste du genre humain ! les allemanistes ne plaçaient-ils pas trop haut leur idéal d'abnégation, de travail quotidien, de solidarité active, dont le prolétariat était supposé capable, malgré l'exploitation écrasante dont il était victime ? Mais l'objectif des allemanistes témoigne pour leur sens de la dignité humaine, pour leur amour de la liberté, pour leur horreur de toute construction intellectuelle *a priori*, abstraite, et finalement bureaucratique. L'allemanisme a voulu être un socialisme de roseaux pensants ; il en a toutes les faiblesses, il en a aussi la grandeur prophétique. Aux organisations ouvrières, soumises aux tendances oligarchiques et bureaucratiques, entraînées sous prétexte d'efficacité à parler et à agir *au nom* du prolétariat, une bonne dose d'allemanisme — négation du socialisme par procuration — ne fera jamais de mal.

Membre de la famille libertaire, l'allemanisme se sépare pourtant de l'anarchisme sur un point précis, qui commande en fait sa démarche alternée : l'allemanisme est profondément républicain, toujours prêt à faire l'impossible — c'est-à-dire, pour lui, rompre avec son discours révolutionnaire — pour sauver la République, quand celle-ci est menacée. Au moment de l'affaire Boulanger comme de l'affaire Dreyfus, les allemanistes sont les premiers sur la brèche, allant jusqu'à l'alliance avec les radicaux, allant, en 1899, jusqu'à admettre (avec des artifices rhétoriques) l'entrée de Millerand dans un ministère bourgeois ! Au sein de l'allemanisme s'anime à ce moment tout un côté franc-maçon, libre penseur, républicain de 1870 : l'allemanisme prend alors figure d'un comité de salut public, une armée combattante de la *République en danger* (21) : « Malgré nos trop légitimes rancœurs, nous voulons que nul audacieux sicaire ne tue la « Gueuse ». » Cette contradiction de l'allemanisme (si c'en est une) explique le mouvement pendulaire qu'a eu l'histoire du POSR et pourquoi celui-ci a pris une dimension plus politique que n'en eut le syndicalisme révolutionnaire. Les négociations, les manœuvres, les compromis qu'exige cette démarche politique éloignaient évidemment les allemanistes de la pureté ouvriériste et grève-généraliste qu'ils revendiquaient : quitte à les vomir, le danger passé, ils se mettaient eux aussi à priser, moyennant quelques concessions de vocabulaire, ... le « politicien » !

Ces apparentes volte-face témoignent d'une plus grande cohérence qu'il n'y paraît. Le socialisme, pour Allemane et ses amis, était *au-delà* de la République ; ils ne pouvaient envisager qu'il fût en deçà. C'est dans le cadre d'une république bourgeoise consolidée qu'ils pensaient, comme Engels, que la lutte des classes se dévoilerait au grand jour (22). République d'abord, socialisme prolétarien ensuite,

(21) J. ALLEMANE, « La République en danger », *Le Parti ouvrier*, 22 octobre 1898.

(22) « Une restauration monarchiste, écrit Engels en 1883, aurait pour conséquence de remettre à l'ordre du jour la lutte pour la restauration de la République *bourgeoise*, tandis que la poursuite de la république signifie une exacerbation croissante de la lutte de classe *directe* et non dissimulée. » (Lettre d'Engels à Bernstein, in Marx-Engels, *La Commune de 1871*, p. 248, Paris, 10/18, 1971.

tel était l'ordre chronologique du combat. Si les allemanistes ont l'air de prôner tour à tour la grève générale et le « millerandisme », c'est en raison d'une stratégie invariable : l'événement seul était cause de leur apparente contradiction.

« Ouvriers de tous pays, devenez vous-mêmes, débarrassez-vous de vos tuteurs, n'attendez pas la révolution d'une majorité parlementaire ou d'un coup de force à la Blanqui, qui replaceront une oligarchie à votre tête, préparez vous-mêmes *hic et nunc* la révolution sociale, par l'étude, par l'association, par la grève, par l'affrontement de classe direct avec le patronat... » Tel a été le fond du discours allemaniste — continuel assaut contre la « loi d'airain de l'oligarchie » et passion vécue de la démocratie ouvrière.

Engels ne prévoyait pas que la persistance du danger antirépublicain (monarchiste, césarien, ligueur) sous la III^e République devait, précisément pour la défense de la « république » *bourgeoise*, avoir épisodiquement un effet dérivatif sur la lutte de classe.